



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'OEUVRE

UTI Marne et UTI CPCA - Prestations de maîtrise
d'oeuvre

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire
Aval
Unité territoriale d'itinéraire canaux Picardie, Champagne, Ardenne
76 rue de Talleyrand
51084 REIMS Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Développement durable	5
1.5 - Clauses sociales.....	5
1.6 - Dispositions applicables en application de la réglementation du travail en cas d'intervenants étrangers	8
1.7 Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégalles - Dispositions applicables, délais et conditions d'affichage	9
1.8 - Conflits d'intérêt.....	10
1.9 - Obligation de confidentialité	10
2 - Pièces contractuelles	10
3 - Intervenants	11
3.1 - Maîtrise d'ouvrage déléguée	11
3.2 - Conduite d'opération.....	11
3.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage	11
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	11
3.5 - Contrôle technique.....	11
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	11
3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	11
3.8 - Sous-traitance	12
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	12
5 - Protection des données à caractère personnel	12
6 - Missions	13
7 - Durée et délais d'exécution.....	13
7.1 - Durée du contrat	13
7.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	14
8 - Prix.....	14
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	14
8.2 - Forfait de rémunération.....	14
8.3 - Modalités de variation des prix.....	14
9 - Avance.....	15
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	15
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	16
10 - Modalités de règlement des comptes.....	16
10.1 Acomptes et paiements partiels définitifs	16
10.2 Présentation des demandes de paiement.....	16
10.3 - Délai global de paiement.....	16
10.4 - Paiement des cotraitants.....	16
10.5 - Paiement des sous-traitants	16
11 - Engagement du maître d'œuvre	17
11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	17
11.2 - Après la passation des marchés de travaux.....	18
12.1 - Présentation des livrables.....	20
12.2 - Organisation des réunions.....	21

12.3 - Emission des ordres de services.....	21
12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	21
12.5 - Instruction des mémoires en réclamation	22
12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	22
12.7 - Achèvement de la mission	22
13 - Développement durable.....	22
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	23
15 - Pénalités	23
15.1 - Pénalités de retard	23
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	24
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	24
16 - Assurances	24
17 - Modalités de passation des marchés subséquents	24
17.1 - Modalités de sollicitation des titulaires de l'accord-cadre	24
17.2 - Obligation de réponse des titulaires.....	25
17.3 - Modalités d'attribution des marchés subséquents	25
18 - Résiliation du contrat.....	25
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	25
18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	25
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
19 - Règlement des litiges et langues	26
20 - Dérogations	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
UTI Marne et UTI CPCA - Prestations de maîtrise d'oeuvre

Le marché porte sur des prestations de maîtrise d'œuvre sur les ouvrages de l'UTI Marne et de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne.
Cet accord-cadre multi-attributaire définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Après attribution de l'accord-cadre aux opérateurs économiques titulaires de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont précédés d'une mise en concurrence organisée au moment de la survenance du besoin.

Les marchés issus de l'accord-cadre seront conclus pendant sa durée de validité lors de la survenance du besoin (pour chaque opération de travaux identifiée et programmée par le maître d'ouvrage).

Le maître d'ouvrage transmettra via la plateforme de dématérialisation des marchés PLACE les dossiers de consultation pour les marchés subséquents aux adresses électronique) que les attributaires auront précisés dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. A ce titre, les titulaires devront apporter au maître d'ouvrage une ou plusieurs adresse(s) e-mail valides pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, et informer ce dernier de toute modification d'adresse.

Le maître d'ouvrage adressera, par voie dématérialisée, via son profil d'acheteur, un dossier de consultation comprenant a minima les pièces suivantes :

- La lettre de consultation
- L'acte d'engagement- Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le Détail estimatif quantitatif

Le maître d'ouvrage fixera et communiquera aux attributaires, pour chaque procédure de remise en concurrence :

- Un délai de réponse évalué en fonction de la complexité, du temps nécessaire pour élaborer les offres et du degré d'urgence du dossier ;
- Une référence de consultation ;
- Les modalités de transmission des offres. Le délai de remise des offres sera compris entre 10 et 30 jours.

Les ouvrages sur lesquels les prestations sont exécutées appartiennent principalement à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure en réutilisation/réhabilitation ou infrastructure en construction neuve.

Lieu(x) d'exécution :
Les prestations seront exécutées selon les lots, sur le territoire de l'UTI Marne d'une part, et sur le territoire de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne d'autre part

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
--------	-------------

01	Prestations de MOE pour le compte de l'UTI Marne
02	Prestations de MOE pour le compte de UTI CPCA

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

1.4 - Développement durable

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour préserver l'environnement dans le cadre de l'exécution des prestations.

Démarche environnementale à respecter :

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

1.5 - Clauses sociales

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des articles L2112-2 à 4 et L2312-1 et 2 du Code de la Commande Publique. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de cet accord-cadre, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Les coordonnées du facilitateur qui se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion :

Département d'intervention :

AISNE (02)
Mission locale
Jérôme Lemoine
Chargé de relations entreprises
Facilitateur de la Clause Sociale
L'Aiguillage
2 avenue Ernest Couvrecelle
02400 ETAMPES SUR MARNE
Tél. 03 23 84 23 23 ou 06 51 96 71 07

ARDENNES (08)
PLIE 08 des Ardennes
7 place de la Gare
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tel : 03 24 58 68 68
Facilitateur : Amale AFDILATE
Mail : developpement.plie@act08.fr

MARNE (51)
PLIE du Pays Vitryat
22 rue du Port
51300 VITRY-LE-FRANCOIS
Tel : 03 26 72 05 31
Facilitateur : Yann ESDRAS
Mail : plie.vitrylefrancois@laposte.net

OISE (60)
Mission locale
324 rue du Moulin Saint Blaise
60400 Noyon
Tél. 03 44 09 86 30
Mail : mlcp@mlcp.org

Engagement du titulaire :

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.5.1 – Publics visés

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi)
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du Travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP)
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
 - Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans)
 - Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique), c'est-à-dire :
- Mise à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées
- Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE))
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- Personnes employées dans des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet

- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP)
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH)

1.5.2 - Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le nombre minimal d'heures d'insertion à réaliser par tranche de 10 000 € hors taxe est de 5 heures. La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé des bons de commande atteindra un montant de 130 000 € hors taxe, équivalant à 65 heures d'insertion.

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Dans ce cadre, ils se tiennent à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

1.5.3 - Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise. Dans le cas où le titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citée ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

Le titulaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

1.5.4 - Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et de l'évaluation de l'action.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

1.5.5 - Maintien du dispositif d'insertion

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers de son choix, propres au titulaire. Ce dernier devrait en informer le facilitateur.

1.5.6 - Sortie du dispositif d'insertion

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer le facilitateur des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

A l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolution professionnelle des personnes concernées.

En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes ou les orienter vers un employeur potentiel.

1.6 - Dispositions applicables en application de la réglementation du travail en cas d'intervenants étrangers

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies au CCAG MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. »

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 10 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7 Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales - Dispositions applicables, délais et conditions d'affichage

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- Les salariés détachés par ses soins,
- Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG MOE.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du Code du Travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du Code du Travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier tout au long des travaux.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 15.2 du présent CCAP.

1.8 - Conflits d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

Commenté [SR1]: Une clause de réexamen est elle prévue ?

Commenté [SM2R1]: non

1.9 - Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

2 - Pièces contractuelles

Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des Prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord cadre
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre et ses annexes
- Le CCAG Maîtrise d'œuvre – arrêté du 30 mars 2021
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont, par ordre de priorité décroissant :

- La lettre de consultation relatif au marché subséquent et ses annexe(s) éventuelle(s) ;
- L'acte d'engagement valant CCP du marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) associé à un Détail Quantitatif Estimatif (DQE);

- Le(s) sous-détail(s) éventuel(s) des prix ;
- La proposition méthodologique du titulaire en réponse à la lettre de consultation relatif au MS le cas échéant.

3 - Intervenants

Les cocontractants désignés après mise en concurrence sont les titulaires du présent accord-cadre de maîtrise d'œuvre.

Ils sont désignés dans le présent document et de manière générale dans les pièces de l'accord-cadre par : le titulaire ou le maître d'œuvre (au sens de l'article 2 du CCAG-MOE).

Conformément aux dispositions du CCAG-MOE, les maîtres d'œuvre désignent dès la notification de l'accord-cadre une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage et de son conducteur d'opération, pour les besoins de l'exécution des prestations.

3.1 - Maîtrise d'ouvrage déléguée

Chaque marché subséquent précisera éventuellement le nom et les missions du maître d'ouvrage délégué.

3.2 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par :

- Pour le lot n°01 : UTI Marne :
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire Aval
Unité Territoriale d'Itinéraire Marne
Barrage de la Marne - 77100 MEAUX
- Pour le lot n°02 : UTI CPCA
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire Aval
Unité Territoriale d'Itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne
76 rue de Talleyrand - 51084 REIMS Cedex

3.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

Le titulaire de la mission assistance à maîtrise d'ouvrage sera éventuellement précisé dans chaque marché subséquent.

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera éventuellement précisés dans chaque marché subséquent.

3.5 - Contrôle technique

Le contrôleur technique ainsi que ses missions seront éventuellement précisés dans chaque marché subséquent.

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Chaque marché subséquent précisera éventuellement le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération,

leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'oeuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent accord-cadre, tout en mettant le maître d'ouvrage en copie des échanges. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'oeuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

3.8 - Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par les titulaires sont :
Missions relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques nécessitant un agrément en cours de validité.

Pour les missions où cet élément de mission est exigé.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de « responsable du traitement », et le titulaire celle de « sous-traitant » du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

La mission de maîtrise d'oeuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01 et 02	EP	Etudes préliminaires
01 et 02	AVP	Avant-projet
01 et 02	PRO	Etudes de projet
01 et 02	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
01 et 02	VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
01 et 02	EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
01 et 02	DET	Direction de l'exécution des travaux
01 et 02	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01 et 02	OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Missions complémentaires :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01 et 02	EMC1	Etudes complémentaires
01 et 02	EMC2	Autorisations réglementaires
01 et 02	EMC3	Missions ponctuelles

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans, à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

Les marchés subséquents peuvent dépasser la durée maximum de l'accord cadre.

7.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix plafond selon les stipulations du bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre. Le marché subséquent précisera le montant de chacun des prix sans toutefois pouvoir excéder les prix portés à la consultation chapeau.

Toutefois, ces prix pourront être modifiés lors de chaque remise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article 8.3 ci-après.

8.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par lot.

Le montant de rémunération de la consultation chapeau est le maximum possible dans les marchés subséquents.

Le forfait de rémunération est définitif pour les missions complémentaires. Il correspond au produit du taux de rémunération (t) fixé à l'acte d'engagement du marché subséquent par le montant de l'enveloppe financière (Co) affectée aux travaux par le maître d'ouvrage.

Le forfait de rémunération est provisoire pour les éléments de mission témoin. Il correspond au produit du taux de rémunération (t) fixé à l'acte d'engagement du marché subséquent par le montant de l'enveloppe financière (C0) affectée aux travaux par le maître d'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission témoin « Etudes de Projet ».

Le forfait définitif de rémunération est calculé par l'application de la formule suivante :

$$F1 = t \times C1$$

Avec :

- F1 : forfait définitif de rémunération
- t : taux provisoire de rémunération fixé à l'acte d'engagement
- C1 : coût prévisionnel de l'opération au stade PRO

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L.2432-1, L.2432-2 et R.2432-2 à R.2432-7 du Code de la Commande Publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.3 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article de 10.1.1 du CCAG MOE, la date d'établissement des prix de l'accord-cadre consultation chapeau est le mois de la date limite de remise des offres soit avril 2024. Cette date permet de définir le "mois zéro" en vue de la révision des prix maximum pouvant être appliqués dans les marchés subséquents.

Les prix et taux plafond des pièces financières sont révisables au 1^{er} janvier de chaque année par application aux prix et taux de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01 et 02	$C_n = 15.0 \% + 85.0\% (ING (d-3) / ING (o))$	Tous les prix de chacun des lots

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision ;
- d : mois de début d'exécution des prestations ;
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage) ;
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01 et 02	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

Les modalités de révisions des marchés subséquents sont définies dans l'AE-CCP de chaque marché subséquent.

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG maîtrise d'œuvre.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est versée au titulaire lorsque le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

Le montant de l'avance est fixé à 10.0 % du montant initial pour les PME et 5% pour les autres entreprises, toutes taxes comprises, du marché subséquent, si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure ou égale à 12 mois, l'avance est égale à 10.0 % du montant initial pour les PME et 5% pour les autres entreprises d'une somme égale à 12 fois le montant initial toutes taxes comprises du marché subséquent divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché subséquent atteint ou dépasse 65.0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire du marché subséquent à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché subséquent, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire du marché subséquent pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG -MOE.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées exclusivement sur le portail de facturation Chorus-Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date de l'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : communication post-conclusion de chaque marché subséquent
- Numéro d'engagement juridique : communication post-conclusion de chaque marché subséquent.

A toute facture déposée sur Chorus Pro est joint un constat de service fait signé par le représentant du pouvoir adjudicateur sous peine de suspension ou rejet immédiat par ce dernier.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande

publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Engagement du maître d'œuvre

11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions décrites ci-dessous concernent l'engagement du maître d'œuvre pour chaque marché subséquent.

Enveloppe financière affectée à l'opération par le maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage affecte une enveloppe financière (C_0) pour l'ensemble des fournitures et travaux nécessaires à la réalisation de l'opération objet du marché subséquent.

Cette enveloppe est réputée établie sur la base des conditions économiques du mois zéro de remise de l'offre du marché subséquent par le titulaire.

L'enveloppe financière (C_0) est arrondie à l'euro supérieur.

Engagement de la maîtrise d'œuvre jusqu'aux Etudes de projet (PRO) :

Le maître d'œuvre s'engage, dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent document, sur un coût prévisionnel (C_1) de l'ensemble des fournitures et travaux à contractualiser qui sont nécessaires à la réalisation de l'opération objet du marché subséquent.

Ce coût prévisionnel (C_1) est ramené aux conditions économiques du mois zéro de remise de l'offre du marché subséquent par le titulaire, par application du coefficient d'ajustement (K_1) donné par l'application successive des formules suivantes :

$$K_1 = \text{TP02 (n-3)} / \text{TP02 (mois zéro)}$$

Selon les dispositions suivantes :

- Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE sont les suivantes :
 - Code : TP02
 - Libellé : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois d'établissement du coût prévisionnel (C_1)
- Index (mois zéro) : valeur de l'index de référence au mois zéro de remise de l'offre du marché subséquent par le titulaire.

Le coefficient de réajustement (K_1) est arrondi au millième supérieur.

$$C_1(0) = C_1 * K_1$$

Selon les dispositions suivantes :

- $C_1(0)$: valeur du coût prévisionnel C_1 ramené au mois zéro de remise de l'offre du marché subséquent par le titulaire.

Le coût prévisionnel ($C_1(0)$) est arrondi à l'euro supérieur.

Si l'estimation du coût prévisionnel ($C_1(0)$) est strictement supérieur à l'enveloppe financière (C_0), le maître d'ouvrage peut refuser d'approuver l'élément de mission témoin « Etudes de projet » et demander au titulaire de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière (C_0).

Engagement de la maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation du/des contrat(s) de fournitures et travaux (ACT) :

Tout ou partie du coût prévisionnel (C_1) est contractualisé par la notification de :

- Un ou plusieurs bons de commande sur les accords-cadres mis à disposition du maître d'œuvre,
- ET / OU un marché public.

Pour la part du coût prévisionnel contractualisé par un marché public (C_{1MP}) uniquement :
Le coût prévisionnel (C_1) est assorti d'un seuil de tolérance (S_{2MP}) fixé comme suit :

$$(S_{2MP}) = C_1 * (1+T)$$

Selon les dispositions suivantes :

- T : taux de tolérance :
 - De 5% pour toute opération sur un ouvrage appartenant à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure en réutilisation / réhabilitation ;
 - De 10% pour toute opération sur un ouvrage appartenant à la catégorie d'ouvrage d'infrastructure en construction neuve.

Le seuil de tolérance (S_{2MP}) est arrondi à l'euro supérieur.

Le montant, arrondi à l'euro supérieur, du marché public (C_{2MP}), que le maître d'œuvre se propose de retenir à l'issue de la consultation est ramené aux conditions économiques du mois zéro d'établissement du coût prévisionnel (C_1) par application du coefficient d'ajustement (K_{2MP}) donné par l'application successive des formules suivantes :

$$K_{2MP} = TP02 (n-3) / TP02 (\text{mois zéro})$$

Selon les dispositions suivantes :

- Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE sont les suivantes :
 - Code : TP02
 - Libellé : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois de remise des offres du marché public (C_{2MP})
- Index (mois zéro) : valeur de l'index de référence au mois zéro d'établissement du coût prévisionnel (C_1)

Le coefficient de réajustement (K_{2MP}) est arrondi au millième supérieur.

$$C_{2MP} (0) = C_{2MP} * K_{2MP}$$

Selon les dispositions suivantes :

- $C_{2MP} (0)$: valeur du montant du marché public (C_{2MP}) ramené au mois zéro d'établissement du coût prévisionnel (C_1)

Le montant cumulé du marché du marché public ($C_{2MP} (0)$) est arrondi à l'euro supérieur.

Si le montant du marché public ($C_{2MP}(0)$) est strictement supérieur au seuil de tolérance (S_{2MP}), alors le maître d'ouvrage peut :

- Déclarer l'appel d'offres infructueux. Dans ce cas, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre ses études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance (S_{2MP})
- Entamer des négociations, lorsque le recours à la négociation est possible. Dans ce cas, le maître d'œuvre a l'obligation de mener la négociation, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à une offre respectant le seuil de tolérance (S_{2MP})
- Décider de poursuivre la procédure de consultation. Dans ce cas, sous réserve de l'acceptation par le maître d'ouvrage du montant du marché public (C_{2MP}), la pénalité définie à l'article X du présent document pourra être appliquée au maître d'œuvre sur décision du maître d'ouvrage.

11.2 - Après la passation des marchés de travaux

Le coût de référence des travaux (Cref) est exprimé en date de valeur correspondant au mois m0, défini à l'acte d'engagement désignant l'entreprise titulaire du PREMIER CONTRAT de travaux.

Le coût de référence des travaux (Cref) est assorti d'un taux de tolérance (T) :

- De 10 % pour toute opération sur un ouvrage appartenant à la catégorie d'ouvrage infrastructure en réutilisation/réhabilitation

- De 10 % pour toute opération sur un ouvrage appartenant à la catégorie d'ouvrage infrastructure en construction neuve

Le seuil de tolérance (S) est égal au coût prévisionnel (C) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance (T)

$$S = C \cdot (1 + T)$$

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois mo du PREMIER CONTRAT de travaux.

Ces modifications sont classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

- Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet, demandées par le maître de l'ouvrage ou s'imposant à lui ;
 - L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux ;
 - Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission.
- Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.
 - L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

Le coût total définitif des travaux (Cdef) est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées duquel sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs de catégorie 1.

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois mo, défini à l'acte d'engagement désignant l'entreprise titulaire du marché de travail, duquel sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs de catégorie 1.

Si le coût total définitif des travaux (Cdef) est supérieur au seuil de tolérance ($C_{tr} \times 1,03$), tels que définis dans les pièces du marché, le titulaire supporte une réduction égale à :

$$F'' = F' - (0.2 \cdot (C_{def} - (C_{ref} \cdot 1.03)))$$

Le montant de la réfaction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de missions témoins postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA/ DET / AOR GPA) pour l'ouvrage concerné.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Remplacement

Les conditions de remplacement d'une personne physique nommément désignée par le titulaire pour intervenir seront définies par chaque marché subséquent.

12.1 - Présentation des livrables

Pour chaque lot, les livrables des marchés subséquents seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Lot	Code	Désignation du livrable	Délai minimal	Nombre d'exemplaires
01 et 02	PAQ	Plan d'Assurance Qualité (2 ^{ème} partie)	7 jours	2
01 et 02	EP	Etudes préliminaires	14 jours	2
01 et 02	DIAG	Etudes de diagnostic	14 jours	2
01 et 02	AVP	Avant-projet	30 jours	2
01 et 02	PRO	Etudes de projet	30 jours	2
01 et 02	DCE	Dossier de consultation des entreprises	14 jours	2

Les délais mentionnés dans le tableau ci-dessus sont des délais minimums redéfinis dans chaque marché subséquent.

- Par dérogation à l'article 15.1.4. du CCAG MOE, le point de départ de ces délais est fixé comme suit :
- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
 - Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
 - Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

Pour chaque lot, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Lot	Code	Désignation du livrable	Délai de réception
01 et 02	PAQ	Plan d'Assurance Qualité (2 ^{ème} partie)	2 mois
01 et 02	EP	Etudes préliminaires	2 mois
01 et 02	DIAG	Etudes de diagnostic	2 mois
01 et 02	AVP	Avant-projet	2 mois
01 et 02	PRO	Etudes de projet	2 mois
01 et 02	DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 mois

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'oeuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'oeuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

12.2 - Organisation des réunions

Le maître d'oeuvre organise et dirige les réunions et réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : la fréquence des réunions sera arrêtée dans chaque marché subséquent. A titre indicatif, la fréquence des réunions est hebdomadaire.

Le maître d'oeuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

12.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'oeuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG MOE, les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 3 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'oeuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 300,00 €.

12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'oeuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation. Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'oeuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'oeuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'oeuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'oeuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'oeuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'oeuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

12.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'oeuvre.

12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de l'accord-cadre, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

12.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'oeuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Tout au long de ses missions d'étude et de conception, chacun des attributaires prendra en compte l'impact environnemental des solutions techniques qu'il propose, et cherchera à les minimiser, suivant la démarche ERC (éviter, réduire, compenser) afin d'établir la solution la plus avantageuse à la fois sur les plans économique et environnemental ;
- Les attributaires apporteront une attention particulière aux contraintes environnementales de chacun des sites pour lesquels ils devront concevoir des solutions de réparation (présence de cours d'eau, gestion des déchets...) ;
- La visioconférence sera préférée pour tenir les réunions de revue de projet entre le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre.

Les candidats devront mettre en œuvre tous les moyens dont ils disposent pour respecter le SOPRE, schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les pièces particulières de l'accord-cadre et des marchés subséquents fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport et la qualité environnementale des matériaux.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200 euros par jour calendaire, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.

Pour chaque lot et chaque marché subséquent, en cas de retard du maître d'oeuvre dans la présentation des livrables, le maître d'oeuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard calendaire :

Lot	Code livrable	Pénalité
01	EP	300 euros par jour
01	AVP	300 euros par jour
01	PRO	300 euros par jour
01	DCE	300 euros par jour

En cas de non respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'oeuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard calendaire, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'oeuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard calendaire, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'oeuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard calendaire est fixé à 300,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,0 % du montant des marchés subséquents.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
non respect des mesures hygiène et sécurité	Forfaitaire	1 000,00 €	par constatation
Non déclaration d'un sous-traitant	Forfaitaire	500,00 €	par constatation
non remise de l'attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt,	Forfaitaire	500,00 €	par constatation

Pénalités relatives au non-respect des modalités d'insertion sociale.

En cas de non-respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, du volume d'heures de travail mentionné à l'article 1.5.2 du présent CCAP, l'entreprise titulaire du présent marché sera redevable, après mise en demeure préalable, d'une pénalité égale à 2 fois le SMIC horaire par heure non réalisées. 1.5 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard. Des manquements répétés des prestataires à leurs engagements respectifs d'insertion pourront relever des cas de résiliation prévus à l'article 18 du présent CCAP.

Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.7 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 200,00 € par constatation pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Modalités de passation des marchés subséquents

17.1 - Modalités de sollicitation des titulaires de l'accord-cadre

La sollicitation des titulaires de l'accord-cadre s'effectue pendant la durée précisée dans la lettre de consultation qui peut varier de 10 à 30 jours. Les dossiers de consultation (DCE) seront transmis par la mise en ligne du DCE du marché subséquent sur la plateforme de dématérialisation PLACE, sous la même référence que celle de l'accord-cadre.

Le délai de validité des offres sera de 120 jours maximum à compter de la date limite fixée dans la lettre de consultation.

17.2 - Obligation de réponse des titulaires

Les titulaires de l'accord-cadre doivent remettre une offre à chaque marché subséquent. Cependant, la non réponse exceptionnelle à un marché subséquent est possible sous réserve d'être formalisée par écrit dans les délais de la lettre de consultation, et justifiée par un motif recevable.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. En l'absence de justification, une pénalité forfaitaire de 10 000.00 € lui sera appliqué.

En cas de non-réponse à 3 reprises à un marché subséquent sans excuse, l'accord cadre sera résilié avec le titulaire concerné et seulement avec le titulaire concerné.

17.3 - Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante, pour chacun des lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	Entre 30.0 et 70.0 %
2-Valeur technique des prestations s'appuyant sur le mémoire technique du candidat.	Entre 30.0 et 70.0 %

Pour l'attribution des marchés subséquents, la méthode de calcul utilisée pour la notation du critère "Prix des prestations" est la suivante : formule non linéaire de GRAMP.

Le critère « valeur technique » sera détaillé et pondéré en sous-critères par marché subséquent. Le règlement de la consultation du marché subséquent précisera les critères applicables à ce marché subséquent.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre
- L'article 8.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre
- L'article 12.3 du CCAP déroge à l'article 3.8 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'oeuvre

- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre